

ÊTRE ÉLÈVE A YAOUNDÉ

André FRANQUEVILLE

Géographe ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75010 Paris

RÉSUMÉ

En même temps que capitale politique et administrative, Yaoundé joue un rôle de capitale scolaire pour le Cameroun. Ses nombreux établissements d'enseignement attirent une importante immigration d'élèves qui contribuent fortement à la croissance démographique de la ville.

Pourtant on y observe une très grande mobilité des élèves, d'un établissement à l'autre et aussi d'une ville à l'autre, mobilité dont les explications sont avancées ici. Elle est généralement subie, car liée aux difficultés de la vie urbaine dont les migrants font donc très tôt l'apprentissage, mais elle n'entame guère leur désir profond de se fixer définitivement dans la capitale.

MOTS-CLÉS : Cameroun — Yaoundé — Scolarisation — Migrations.

ABSTRACT

BEING A PUPIL AT YAOUNDE

Yaoundé is a political and administrative capital as well as an educational one. Its numerous educational institutions attract a great number of immigrant pupils who contribute largely to the population growth of the town.

However, a high mobility of the pupils is observed from one institution to the other and from one town to the other. This mobility is generally compulsory, being linked to the difficulties faced by the migrants as soon as they live in the town. But it hardly alters their longing for settling permanently in the capital.

KEY WORDS : Cameroon — Yaoundé — School attendance — Migrations.

La capitale du monde scolaire et universitaire camerounais

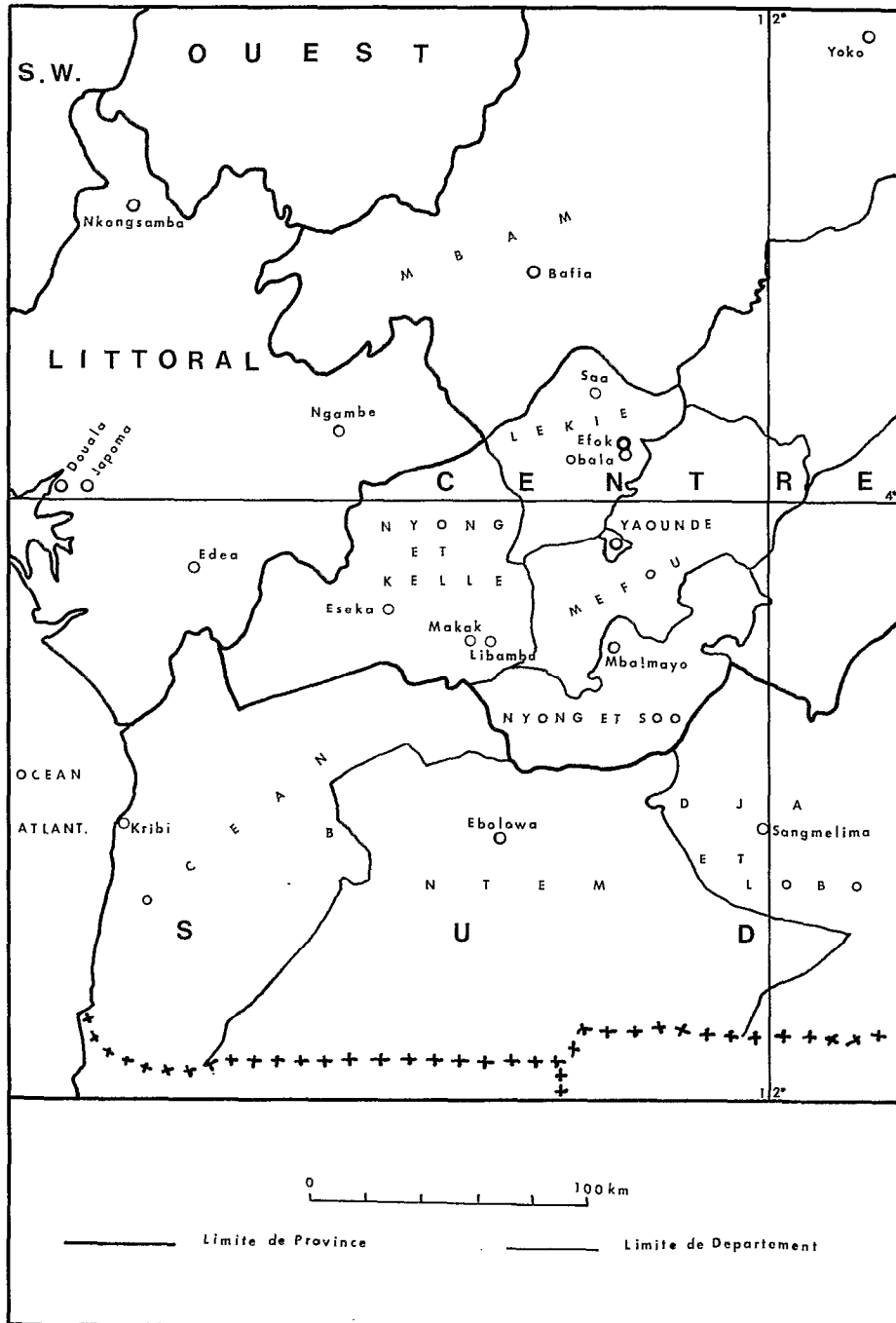
En contrepoint de sa fonction politico-administrative prédominante et qui fait sa raison d'être, Yaoundé se caractérise comme la principale ville universitaire et scolaire du Cameroun, dont le rayonnement s'exerce même au-delà des frontières nationales.

Historiquement l'une et l'autre de ces fonctions sont allées de pair, l'école devant fournir les commis dont l'Administration avait besoin, et cela dès les premières années du siècle avec la colonisation allemande. Aujourd'hui certes, écoles, collèges et lycées ont été implantés dans tout le pays, l'objectif étant de doter chaque préfecture d'un lycée et chaque sous-préfecture d'un collège, auxquels s'ajoutent les établissements d'enseignement des

Missions dont la localisation est plus anarchique, résultat de l'histoire de la pénétration chrétienne du pays et de ses hasards.

Il se trouve pourtant, en dépit de ces facteurs de dispersion des élèves, que la capitale du Cameroun demeure, par excellence, la ville où l'on vient s'instruire et celle où l'on rêve de venir s'instruire. A ce titre, une comparaison avec Douala basée sur les résultats du dernier recensement de la population (1976) confirme le rôle de capitale intellectuelle joué par Yaoundé, bien que Douala la surpasse par le nombre d'habitants.

Écoliers, élèves et étudiants forment à Yaoundé 34 % de la population totale, contre 28 % à Douala, et 40 % contre 32 % si l'on ne tient compte que de la population de plus de 4 ans. Mais on observe encore qu'à Douala les deux-tiers (66 %) de la



CARTE. — Repère

population scolarisée sont des élèves du primaire, tandis qu'à Yaoundé ils ne sont que 55 %, laissant ainsi une place nettement plus importante aux élèves du secondaire et du technique (29 % au lieu de 24 %) et aux étudiants (5 % au lieu de 0,3 %). Capitale du monde scolaire, Yaoundé est donc avant tout capitale de l'enseignement secondaire et supérieur dispensé au Cameroun, malgré les efforts de décentralisation tentés par le Gouvernement.

D'une part, il s'agit là de la région du pays où le taux de scolarisation est le plus élevé : 92 % dans la province du Centre-Sud (1), 93 % en zone urbaine de cette province et 97,4 % dans le département de la Méfou qui entoure Yaoundé. On peut donc considérer qu'ici tous les enfants sont scolarisés, bien que l'école ne soit pas obligatoire au Cameroun. Cette scolarisation massive dans les classes primaires entraîne vers Yaoundé un afflux d'élèves candidats à l'entrée au collège d'autant plus considérable que le taux des abandons scolaires est, dans cette province, le plus faible du pays : 13 % pour les deux sexes entre 6 et 15 ans contre 18 % pour l'ensemble du Cameroun, et même 9,7 % pour les garçons en milieu urbain (Cameroun : 15,5 %). La barrière que devrait constituer l'examen d'entrée en sixième ne semble réduire qu'assez peu cet afflux.

D'autre part, cause et conséquence, la ville possède un nombre considérable d'établissements d'enseignement : 81 écoles dont 60 publiques, 39 collèges et lycées dont 31 privés (chiffres de 1979-80), et la presque totalité des Facultés et Grandes Écoles du pays. On aura remarqué l'importance du secteur privé dans l'enseignement secondaire ou technique : il regroupe 65 % des élèves de la ville. Deux catégories d'établissements doivent ici être distinguées : ceux qui relèvent de l'enseignement confessionnel et ceux qui relèvent de l'enseignement privé laïc. Les premiers sont très recherchés mais bien souvent seulement accessibles aux classes aisées de la population ; l'enseignement y est généralement reconnu de meilleure qualité et plus sérieux qu'ailleurs. Les seconds recueillent les élèves qui, pour des raisons variées, n'ont pu trouver place dans le Public ni dans le Privé confessionnel ; ils constituent souvent pour les élèves une solution de rattrapage ou d'attente, avant de trouver un meilleur établissement où les classes seront moins surchargées :

Mais Yaoundé n'est pas seulement la ville où la majorité des enfants sont scolarisés, elle est aussi celle où un grand nombre d'enfants viennent pour être scolarisés. Certes cette immigration scolaire est le fait de tous les centres urbains du pays, mais

à Yaoundé elle prend d'autant plus d'ampleur que les établissements susceptibles d'accueillir les élèves sont nombreux et sont encore relayés, s'il le faut, par le système des « cours du soir » qui connaît ici un grand succès. A Yaoundé les migrants scolaires constituent le tiers du groupe d'âge 6-25 ans et même la moitié de l'ensemble des migrants de 10 à 19 ans, les autres relevant de la migration familiale, de la migration de travail ou, pour les filles, de la migration matrimoniale. Ici la scolarité est l'un des plus puissants moteurs de l'immigration urbaine.

Le rêve et sa réalisation

« Fréquenter » à Yaoundé est le rêve de tous ceux et celles qui ont l'ambition de mener leurs études le plus loin possible, et l'attrait que présente, de ce point de vue, la capitale n'est pas sans bonnes raisons (2).

L'enseignement dispensé est censé y être de meilleure qualité qu'ailleurs, les enseignants compétents étant supposés demeurer dans la capitale pour en maintenir la réputation. Il n'est pas d'autre ville qui présente un choix d'établissements et de sections de formation aussi large et, de ce fait, les élèves ont toujours l'espoir, en cas d'insuccès, de passer d'un établissement à un autre ou de s'inscrire aux cours du soir pour acquérir le niveau du diplôme ou du concours convoités.

Les trois établissements les plus prisés sont aussi les plus anciens : le Lycée Leclerc, le Collège de la Retraite et le Collège Vogt, encore que leur renommée respective varie d'une rentrée à l'autre selon la personnalité des responsables. N'en existe pas moins, cependant, une sorte de contre-courant, un mouvement d'exode urbain qui conduit certains élèves vers de petites villes ou bourgades du Sud (Makak, Libamba, Sangmélina...) où des établissements privés confessionnels dispensent un enseignement fort apprécié, loin des tentations de la grande ville ; mais il s'agit surtout là des fils et des filles de familles les plus riches. Certains de ces bourgs n'ont d'ailleurs pas d'autre fonction : leur rôle n'est, par rapport à la capitale, que celui d'annexes pour un enseignement secondaire « super-sélectionné » réservé à ceux qui en ont les moyens.

Les enquêtes ont montré que, sur 100 garçons de 15 à 19 ans nés dans les villages des environs de Yaoundé, 57 poursuivaient encore des études dont 37 en habitant hors de leur village, s'agissant d'études secondaires ou techniques 9 fois sur 10. Le lieu de cette scolarité est, naturellement, la ville

(1) Depuis le recensement de 1976, cette province a été subdivisée en deux autres, celle du Centre (chef-lieu Yaoundé) et celle du Sud (chef-lieu Ebolowa).

(2) En français local « fréquenter » signifie aller à l'école.

la plus proche mais, pour beaucoup d'élèves, c'est déjà la capitale. En l'absence de tout service de ramassage scolaire, trouver un logement en ville s'avère indispensable dès que le village est distant de plus de 5 ou 6 kilomètres.

L'INSTABILITÉ DES ÉLÈVES

L'ensemble de ce monde scolaire fait preuve d'une étonnante mobilité qui, *a priori*, semblerait même peu compatible avec des études suivies. Dès la première année du Primaire, près de la moitié des écoliers ne sont pas scolarisés au lieu de leur naissance et près de la moitié changeront encore d'école, ces changements conduisant un élève sur trois à terminer le cycle primaire à Yaoundé. Dans l'enseignement secondaire, la mobilité n'est pas moins grande et elle se révèle aussi très nettement orientée vers Yaoundé. Sur cinq élèves de la capitale, quatre n'y sont pas nés : deux proviennent du Centre-Sud et un de l'Ouest. Il existe dans la ville une « sur-immigration » scolaire : plus de 80 % des élèves sont des immigrés alors que, dans le groupe d'âge correspondant, la proportion des immigrés n'est que de 66 %.

Les enquêtes permettent d'imaginer assez bien les élèves du Sud comme à l'affût de toute occasion de venir faire leur scolarité à Yaoundé. Ainsi, dès la nomination dans la capitale de son beau-frère instituteur, Étienne T. l'y rejoint pour y terminer les études primaires puis entrer au collège, alors qu'il n'avait nullement tenté de le suivre dans ses affectations précédentes, à Yoko et aux environs de Mbalmayo. De la même façon voit-on Roger T. rejoindre son grand frère, inspecteur de police, dès qu'il est nommé à Yaoundé, alors qu'il ne l'avait nullement tenté quand celui-ci se trouvait en poste à Edéa, Douala ou Nkongsamba.

Pourtant, parvenir à faire sa scolarité secondaire à Yaoundé n'est pas entreprise facile, et y rester ne l'est pas davantage. Le milieu scolaire est, en réalité, animé d'une incessante turbulence, d'incessants déplacements dont les trois exemples suivants donneront une idée.

— A. N. est né à quelques kilomètres d'Obala (Lékié); après les études primaires faites à l'école de la Mission catholique de cette ville, il se dirige tout naturellement vers le Collège Jean XXIII d'Efok. Mais il n'y suit que la classe de 6^e et passe ensuite au C.E.S. de Saa, au nord de la Lékié, où il réussit le B.E.P.C. Pour la classe de Seconde, il entre au lycée d'Obala, mais on le retrouve ensuite à Yaoundé, suivant les cours du soir au quartier de Mélen pour la classe de Première, et au Lycée Leclerc pour la classe de Terminale.

— Élève de Terminale au Collège de la Retraite, Régine A. est née dans un village du département du Ntem. Après le cycle primaire suivi à l'école catholique proche, elle entre au Collège du Saint-Esprit à Japoma près de Douala, le quitte au bout de deux ans, passe deux autres années au Collège Albert d'Eséka (Nyong-et-Kellé), puis un an au Collège Bonneau d'Ebolowa (chef-lieu du Ntem) et enfin trois ans au Collège de la Retraite à Yaoundé.

— Natif de Yaoundé, Jacques E. y suit tout le cycle primaire et obtient le B.E.P.C. au Lycée Leclerc. Mais il quitte ensuite la capitale, passe un an au Lycée Joss de Douala, deux ans au Lycée Kisito de Sangmélina (Dja-et-Lobo) et revient au Lycée Leclerc pour la Terminale.

UN PROJET DIFFICILE À MAÎTRISER

Ces nombreuses pérégrinations scolaires ne sont pas fortuites et répondent, en fait, à des raisons qui peuvent être très variées.

Un tiers des changements de lieu de scolarisation sont inévitables : ils concernent des élèves faisant leurs études là où n'existe qu'un C.E.S. et qui désirent poursuivre au-delà de la classe de 3^e; on a vu que les villes ayant rang de sous-préfectures ne dépassent généralement pas le niveau d'équipement scolaire du premier cycle. Dix autres changements sur cent relèvent d'un motif à peu près identique : il s'agit d'élèves s'engageant dans le second cycle, mais se trouvant dans un établissement qui n'offrirait pas la section d'études désirée pour la Seconde ou la Première. Ainsi les séries à dominante scientifique ne sont-elles pas toujours représentées dans les établissements privés, surtout hors de la capitale.

Ces cas de force majeure, et somme toute banals, mis à part, restent 60 % des changements observés qui relèvent d'autres raisons souvent plus spécifiques de cette partie du pays.

La deuxième principale explication des changements de lieu de scolarisation (16 %) est celle d'un déplacement des parents. Sachant que 38 % des actifs de Yaoundé travaillent dans le « tertiaire supérieur », dont 22 % appartenant au secteur public ou para-public, on ne s'étonnera pas qu'il s'agisse là d'une population fort mobile, souvent susceptible de résider indifféremment dans l'une ou l'autre ville du pays au gré des besoins du « Service ». La mobilité scolaire de Jacques E., cité plus haut, relève d'une telle situation, ses déplacements ne faisant que refléter les affectations successives d'un père fonctionnaire à la Sûreté Nationale. De même en va-t-il pour Lucien M. du quartier d'Ekounou et élève au Collège privé Mongo Béti : ses études primaires ont été partagées entre cinq villes différentes : Edéa, Mbalmayo, Ngambé,

Bafia, Yoko, puis à nouveau Mbalmayo, selon les affectations de son père employé aux P.T.T. Nul doute que si l'activité dominante dans la ville était d'ordre commercial ou manufacturier, la mobilité des élèves eût été sensiblement plus réduite.

Plus spécifique encore, non plus cette fois de Yaoundé mais de la situation générale des pays du Tiers monde comme celui-ci, la troisième raison donnée par les élèves à leurs déplacements (14 %) est d'ordre économique. Elle se traduit par différentes formules, toutes sans équivoque : manque d'argent, manque de soutien, frais de scolarité trop élevés, manque de pension... qui disent l'interruption des études faute de moyens financiers. Certes il faudrait distinguer ici les cas des élèves du Public et ceux du Privé confessionnel ou laïque, mais même là où l'enseignement est censé être gratuit, les divers frais qu'il implique (fournitures, livres, vêtements, nourriture et logement pour les élèves immigrés) n'en pèsent pas moins lourd pour les familles peu aisées. Le problème est particulièrement crucial pour les élèves dont le père est décédé : souvent on les voit commencer un cycle d'études dans un collège privé, puis devoir l'abandonner pour suivre des cours du soir et tenter d'entrer au lycée. Fabien N. doit ainsi interrompre deux fois ses études, d'abord après la classe de 6^e faite au Collège Moderne Camerounais, puis après les classes de 5^e et 4^e faites au Collège Montesquieu, et on le retrouve à 19 ans suivant les cours du soir pour obtenir le B.E.P.C.

Les frais de scolarité sont payés, dans un peu plus de la moitié des cas observés, par le père de l'élève même alors le problème financier se pose dès qu'un autre enfant de la famille veut aussi entreprendre des études longues : « Le père ne pouvait plus me soutenir » est une explication souvent donnée à la déscolarisation. Mais aussi, pour 45 % des élèves, le bailleur de fonds n'est pas le père : décédé ou simplement trop pauvre, il est remplacé dans ce rôle par un frère ou une sœur aînés (22 %), par un oncle paternel ou maternel (12 %), plus rarement par la mère seule (6 %). On conçoit combien, pour l'élève, cette façon de régler le problème financier peut être aléatoire. Sa survie scolaire est liée au bon vouloir d'un membre de la famille, voire seulement d'un ami protecteur qui, lui aussi, doit ou devra faire face aux besoins de ses propres enfants.

Relevons, parmi les plus fréquemment citées (9 %), une dernière raison donnée à ces déplacements scolaires et relevant de façon assez typique du contexte sud-camerounais caractérisé par une christianisation ancienne. Elle concerne des élèves qui quittent le séminaire où ils avaient commencé leurs études, pour s'inscrire au lycée ou dans un collège privé. Historiquement, le rôle des petits séminaires du Sud a été considérable dans la formation reçue par nombre de dirigeants passés et présents

du pays. C'est aussi une façon, même pour les familles aisées, d'assurer à peu de frais des études à leurs garçons, avec la garantie morale et intellectuelle qui s'attache généralement à ce genre d'établissement.

Mais pour être élève à Yaoundé, il ne suffit pas de pouvoir s'inscrire ici ou là, ni même de pouvoir parer aux frais de scolarité. Avec une acuité non moins grande se pose en effet le problème de l'hébergement et de la nourriture. De même que les élèves nés à Yaoundé sont une minorité, de même ceux qui y ont leurs parents. On n'en compte en effet que 31 % à être logés et nourris par leurs parents. Comment les autres se débrouillent-ils ?

On retrouve ici l'une des explications de l'étonnante dispersion des élèves dès le début des études secondaires et de leur extrême mobilité ensuite. En l'absence de parents citadins, le candidat aux études longues recherche parmi sa parenté la personne résidant en ville et qui acceptera de lui servir de « tuteur ». Cette stratégie s'appuie sur la traditionnelle solidarité familiale que tout émigré cherche à mettre en œuvre dès qu'il quitte le village ou que survient quelque difficulté en ville. Cette stratégie tire aussi profit de l'ancienneté du mouvement d'émigration rurale dans le sud du Cameroun et de la grande dispersion familiale qui en résulte, mais qui n'implique nullement un affaiblissement des liens ni du devoir d'accueil. La charge en « hébergements » que supportent ainsi certains citadins semble quelquefois considérable, et l'exemple de François O., du quartier d'Ayéné (Ekounou 3) en est une bonne illustration. Il exerce le métier de boy-cuisinier, ce qui ne le place pas parmi les privilégiés de la ville, et loue dans une maison un salon, deux chambres et une cuisine. Là vivent avec lui son épouse et leurs six enfants âgés de 2 à 14 ans, mais il y héberge aussi deux cousins de 19 et 20 ans, une cousine de 19 ans, un neveu de 17 ans et un frère de son épouse âgé de 20 ans ; tous ces « hébergés » sont des élèves, les cinq garçons aux cours du soir et la cousine dans le Technique privé (IMOTEC).

Ainsi certains élèves partent-ils parfois fort loin de chez eux et de la ville voisine pourtant dotée d'un collège, pour aller s'inscrire là où réside un oncle, un frère ou un cousin qui consent à les recevoir. A Yaoundé, 23 % des élèves sont ainsi accueillis par un oncle, 24,5 % par un frère ou une sœur aînés, ce qui, ensemble, représente la moitié des élèves. Et c'est encore là une autre source de mobilité : que le tuteur soit lui-même appelé à changer de ville, et l'élève le suivra dans sa migration ; ou bien qu'il ne puisse plus subvenir aux besoins de son protégé, et l'élève devra se chercher un autre tuteur, peut-être dans une autre ville où réside un cousin éloigné ou simplement « une connaissance ».

Deux exemples de tels déplacements. Aujourd'hui

étudiant en Sciences, B., originaire de l'Ouest, est venu habiter chez son grand frère commerçant à Yaoundé, pour y faire ses études primaires. Mais, de la 6^e à la 3^e, il sera à Saa (Lékié) où le frère émigre, puis il revient avec lui à Yaoundé, d'abord au Collège Meyong Méyéme, puis au Lycée Leclerc. Plus original est le cas de Charles A., élève à l'école technique privée IMOTEC : dans sa migration de scolarisation, il est suivi à Yaoundé par sa mère, célibataire, qui prend une location et trouve un emploi de cuisinière dans un hôtel, mais souhaite regagner son village une fois terminées les études de son fils.

Existents encore bien d'autres motifs propres à provoquer les déplacements des élèves et à contre-carrer leurs projets d'instruction : renvois, maladies, fermeture de l'établissement, décès des parents ou du tuteur, enseignement jugé peu sérieux dans l'établissement fréquenté, etc. mais leur impact est assez réduit, comparé aux précédents. Tous montrent à l'évidence qu'être élève à Yaoundé n'est jamais chose acquise, et même ceux, heureuse minorité, qui échappent aux soucis financiers restent à la merci d'une mutation souvent peu prévisible du chef de famille.

Un choix définitif : celui de la capitale

Devant la réelle banalisation de l'instruction, au moins primaire, dans le sud du Cameroun, on conçoit que la scolarisation, i.e. le fait d'avoir été scolarisé, ne soit plus le tremplin vers la ville qu'elle fut autrefois pour les ruraux. Être instruit, au moins jusqu'au niveau du Certificat d'Études Primaires, voire au-delà, est aujourd'hui chose commune pour les jeunes hommes, mais beaucoup d'entre eux n'en demeurent pas moins au village, cultivant leurs champs. A présent l'émigration rurale a ici pour ressort essentiel la scolarité, i.e. le fait de suivre un enseignement secondaire ou technique en ville, et principalement à Yaoundé, bien avant d'être motivée par le niveau d'instruction reçu. Réussie ou non, la scolarité suivie à Yaoundé fixe l'élève en milieu urbain. De ce point de vue, les intentions déclarées par les élèves ne laissent aucun doute sur leur choix définitif de la ville.

A la question : « Où voudriez-vous exercer votre future activité ? », les deux-tiers des élèves répondent par les choix suivants : Yaoundé 46 %, Douala 8 %, autre ville 11 %. Certains estiment que l'instruction

reçue les prédestine inévitablement à vivre en ville, d'autres reconnaissent qu'ils seraient incapables de vivre au village d'origine, d'autres enfin regrettent ce choix de la ville mais le jugent inéluctable.

Non moins significatives sont les réponses à la question portant sur un éventuel arrêt des études en cours : 78 % des élèves tenteraient alors de rester à Yaoundé, la majorité en travaillant tout en suivant des cours du soir ; 4 % seulement acceptent l'éventualité d'exercer une activité agricole au village et 9 % y chercheraient plutôt une autre occupation ou s'inscriraient à un cours par correspondance : réussir par les études n'est pas un projet que l'on se résigne facilement à abandonner.

Restons, pour conclure, dans le domaine des aspirations et des rêves en relevant ce que collégiens et lycéens envisagent comme pouvant être leur future profession. Hormis les 10 % qui avouent n'en rien savoir encore, trois préférences principales se dégagent : les métiers de la santé (24,5 %), ceux de l'enseignement (19 %), et ceux d'ingénieur, technicien ou scientifique (17 %). A vrai dire, les deux premiers choix ne font que refléter les seules occasions de contact qu'ont bien des élèves avec des personnes instruites (médecins, infirmiers, instituteurs, professeurs) et traduisent avant tout le prestige dont elles jouissent à leurs yeux. Sans doute plus significative d'une évolution des mentalités est l'importance accordée aux carrières techniques ou scientifiques, surtout si on les compare à celles qui ont assuré jadis la promotion sociale des aînés et sont aujourd'hui beaucoup moins attirantes : Droit et Administration (9 % des choix), journalisme (7 %), Diplomatie (1,7 %). On reste cependant surpris de la faible attention portée aux carrières commerciales (3,2 %) ou sociales (1,5 %).

Par les professions qu'ils envisagent, ces élèves qui aspirent à devenir médecins, enseignants ou ingénieurs semblent bien témoigner d'une réelle prise de conscience des besoins de leur pays et veulent d'ailleurs y répondre parfois de façon délibérée : « *Je veux devenir ingénieur agronome pour rendre prospère l'agriculture de mon pays* » déclare ainsi Roger M., élève de Terminale. Il faut s'en réjouir, mais un problème n'en demeure pas moins, une contradiction majeure entre ce désir d'être utile au pays et celui, non moins affirmé, de rester à tout prix en ville, et si possible à Yaoundé. C'est l'une des contradictions dont l'Afrique n'est pas encore sortie.

BIBLIOGRAPHIE

- Bureau Central du Recensement, 1980. — Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976. Vol. II, tome 4 : Scolarisation, niveau d'instruction. Ministère de l'Économie et du Plan. Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Yaoundé, 124 p.
- FRANQUEVILLE (A.), 1984. — Yaoundé, construire une capitale. *Mém. ORSTOM* n° 104. Études urbaines, 192 p.
- FRANQUEVILLE (A.), (à paraître). — Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun. Éd. provisoire ORSTOM 1983, 793 p. *mult.* Paris.
- MARGUERAT (Y.), 1969. — Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun. ORSTOM Yaoundé, S.H. n° 58, 82 p. *mult.*
- MARGUERAT (Y.), 1976 (?). — Les villes et leurs fonctions. Atlas du Cameroun, Planche XVII, commentaire provisoire. ORSTOM Petit Bassam, 131 p. *mult.*
- MARTIN (J. Y.), 1972. — Sociologie de l'enseignement en Afrique Noire. *Cahiers internationaux de Sociologie* (337-362).